

LA REUNION

Aret Ek Sa !

Pauvreté, vie chère, chômage, précarité, bas salaires : Aret Ek Sa !

Le Collectif des Organisations Syndicales, Politiques et Associatives de la Réunion (COSPAR) regroupe 40 organisations : syndicats, partis de gauche et associations qui luttent depuis longtemps contre la pauvreté, la cherté de la vie, les inégalités, le chômage.

A l'heure où ces lignes sont écrites, les salariés de la Caisse générale de Sécurité Sociale (CGSS), de la CAF, du Crédit Agricole de la Réunion sont engagés dans une grève illimitée pour obtenir la revalorisation de leurs salaires.

Quand le COSPAR et le collectif martiniquais se créent le 5 février, la Guadeloupe est déjà engagée depuis plusieurs semaines dans un mouvement social de grève générale contre la vie chère et la « pwofitasyon », c'est-à-dire contre les abus d'une minorité de privilégiés qui contrôlent les rouages de l'économie locale et entassent les profits sur le dos d'une population préca-risée et captive. Depuis, on a vu se multiplier des mouvements protestataires radicaux : séquestrations de patrons, grèves dures, opérations de blocage (pêcheurs), à croire l'époque mûre pour les feux insurrectionnels.

La crise mondiale, l'extrême brutalité de l'État « sarkozyen », le sentiment d'un

mépris vis-à-vis de l'outremer (comme à l'égard de l'Afrique ?) ne sont sans doute pas étrangers au développement de ces mouvements, leur combativité, leur unité et leur détermination.

Les outremer : effet miroir, tête de pont des luttes ?

Les DOM concentrent toutes les difficultés sociales qui frappent aussi ailleurs (chômage, pauvreté, illettrisme, inégalités criantes) mais dans des proportions telles qu'il n'est pas étonnant que le couvercle explose d'abord dans ces territoires. D'autant que le sentiment d'être ignoré de la « mère-patrie » y est puissant et qu'il faut donc, pour attirer son attention, faire beaucoup plus de bruit encore.

Comme aux Antilles, la situation sociale de la Réunion est très déséquilibrée : 820 000 habitants, 52 % de la population en dessous du seuil de pauvreté, 64 000 Rmistes, 141 000 allocataires de minima sociaux, 95 000 demandeurs d'emploi pour 313 000 actifs, des prix à la consommation notamment plus élevés pour les produits de consommation courante, les carburants ou le gaz mais aussi le logement.

Le colonialisme et son héritage, qui ont freiné tout développement égalitaire, ne sont pas étrangers à cette situation : économie de comptoir et travailleurs massivement préca-risés ou sans emploi maintiennent depuis des décennies la Réunion dans un lien de dépendance à l'égard de la France hexagonale, dépendance qui se reproduit à l'échelon local au travers de pratiques aliénantes : les « ti contrats » achètent la paix sociale tout en maintenant les bénéficiaires

dans une relation de sujétion aux « généreux » employeurs : le maire, le responsable de collectivité, le recteur, le DRH, le chef de service...

A côté de cela, le grand patronat réunionnais est outrageusement assisté, gavé d'exonérations de charges, de défiscalisations, de dispositifs dérogatoires qui n'ont jamais produit le plus petit effet sur l'emploi. Ce qui ne l'empêche pas de pleurer la bouche pleine et de se donner en spectacle dans un jeu de dupes, une compétition de mauvaise foi à chaque négociation, à chaque mouvement social, sur chaque revendication de baisse de prix et d'augmentation de salaires.

La classe politique n'est pas non plus exempte de reproches, peu lisible et souvent déconsidérée par les alliances occasionnelles et opportunistes (PS-droite dure/PC-Modem) et les malversations financières de certains.

Cependant, à la différence des Antilles, la Réunion n'est pas aussi marquée par les clivages originaires/métropolitains : c'est une société multi-ethnique où cohabitent des communautés de diverses origines (chinoise, indienne, mahoraise, malgache) tout en se reconnaissant comme un peuple à part entière. Les « zoreys » (les métropolitains donc, fonctionnaires pour la plupart), s'ils choisissent d'y demeurer, ont tous les moyens de s'y intégrer.

C'est aussi une société où l'abondance de biens matériels, bien réelle – il n'y a qu'à voir le parc automobile pour s'en convaincre – s'affiche sans complexe sous les yeux de milliers de réunionnais défavorisés, une société où 1 140 familles sont assujetties à l'ISF !

Ces gigantesques écarts de niveaux de vie et cette concentration de problèmes sont d'autant plus ressentis que les échappatoires sont limitées par l'insularité et le manque d'emplois. De fait, outre leur rôle social de dernier rempart contre les inégalités, les services publics et leurs viviers d'emplois potentiels constituent pour la jeunesse réunionnaise le seul moyen d'éviter la perspective du chômage, ce qui rend d'autant plus inacceptable l'œil du cyclone ultra-libéral dans lequel ces mêmes services publics se trouvent aujourd'hui.

Le système scolaire, quant à lui, est face à au moins deux enjeux majeurs : l'échec scolaire et la place du créole dans l'école.

Les récentes évaluations de CM2 ont confirmé un état des lieux connu et reconnu : les enfants réunionnais échouent deux fois plus qu'en France hexagonale dans les « fon-

Les revendications du COSPAR

Au-delà des mesures immédiates sur le pouvoir d'achat, le COSPAR est porteur d'une autre exigence : poser les fondements d'un développement social durable. Cela passe évidemment par des revendications universelles : restaurer le droit de chacun à un emploi stable, partager les richesses, préserver l'emploi public, résorber l'emploi précaire, donner un statut aux étudiants et assurer la continuité territoriale, l'accès aux soins pour tous, la transparence sur la formation des prix...





PHOTO : M. MCNEAU

damentaux » (math et français) ; à cela s'ajoute une situation de bilinguisme où la langue créole est de loin la seule langue maîtrisée par une majorité de la population mais pas véritablement reconnue à l'école : une petite vingtaine d'enseignants de LCR (Langue et Culture Régionale) pour plus de 100 établissements secondaires et des freins institutionnels qui en réduisent la portée : ces collègues sont bivalents et leur enseignement n'est qu'une option. Le refus de développer cet enseignement est un refus politique animé par la crainte de voir ressurgir certaines vieilles lunes, l'autonomie étant la plus fétichisée, à tort.

Les mesures d'urgence

De la mi-février à la fin mars, les manifestations et les opérations coup de poing du COSPAR ont ponctué la période et c'est ce qui a permis quelques avancées, notamment en matière de tarifs bancaires, de baisse des prix de certains produits de première nécessité, et de gel des loyers sociaux.

Mais il reste d'autres priorités : au-delà de la baisse des prix, la revalorisation immédiate des bas salaires (inférieurs ou égaux à 1,4 Smic) mais aussi des bourses, petites retraites et minima sociaux est une urgence absolue.

Les luttes de Guadeloupe ont permis de déboucher sur les accords salariaux « Bino », soit 200 euros supplémentaires pour les bas salaires, une mesure certes emblématique mais fragile. En effet, ils reposent sur un montage financier tripartite : 100 euros de RSA (rebaptisé pour la circonstance RSTA) pendant trois ans, 50 euros des employeurs et 50 euros des collectivités pendant un an. Ce qui en réalité ne correspond qu'à un complément de salaire pour une période limitée. Ils ne sont pas adaptés à la Réunion !

Avec 90 % de PME/TPE et sans branches structurées (à part le BTP), la mise en œuvre d'un accord salarial est un parcours du combattant

pour les négociateurs. Cela transpire déjà aux Antilles où l'extension de l'accord salarial, c'est-à-dire son application dans toutes les entreprises, bat de l'aile. Quant à sa convertibilité, c'est-à-dire sa pérennisation dans trois ans, celle-ci a été remise en cause après signature, ce qui a poussé Eli Domota à dénoncer la collusion État/patronat et pour partie à boycotter les États Généraux de l'Outremer.

Ces accords ne concernent que le secteur privé et l'extension partielle aux bas salaires du public (100 euros de RSTA pour les contractuels de droit public) a finalement été obtenue pour l'ensemble des DOM suite aux négociations entreprises à la Réunion. Cela pose la question du rôle de l'État et des choix de ce gouvernement qui refuse d'utiliser le levier du SMIC, préfère détourner le RSA de sa destination initiale, intervient dans un dispositif salarial privé, ignore spontanément ses propres salariés mais aussi les bourses, petites retraites et minima sociaux et persiste à aggraver les pertes d'emploi en maintenant ses projets de suppression de postes.

Contrairement aux Antilles, nos collectivités (Région et Département) refusent de participer au versement de cette prestation, n'ayant pas vocation à financer des salaires privés et craignant d'amputer trop lourdement leurs budgets au détriment des allocataires des minima sociaux dont elles ont la charge et ainsi d'ignorer leurs propres personnels majoritairement à bas salaires ou en contrats aidés. Après tout, nous viendrait-il à l'idée de demander au Medef de cofinancer l'augmentation de salaires des personnels communaux ?

Pour toutes ces raisons, le COSPAR défend un montage salarial différent : bâti sur une modularité de la contribution, notre projet prévoit que les « grosses » entreprises payent plus que les petites, ce qui fait varier en compensation la part de l'État. Cette contribution est aussi progressive, étalée sur trois ans pour en amortir les effets en particulier pour les artisans et les TPE, la part de l'État se réduisant avec le temps pour aboutir dans trois ans à une véritable augmentation de salaires entièrement assumée par l'employeur. Ce montage juste et solidaire a été refusé en bloc, chacun (État et Medef) s'arc-boutant sur le modèle Bino.

États Généraux de l'Outremer : une diversion de plus ?

Personne n'est évidemment dupe de la vacuité des États Généraux de l'Outremer imaginés par Sarkozy pour étouffer la contestation antillaise. Ils prennent d'ailleurs l'eau de toute part. C'est une constante navrante qu'à chaque crise majeure en Outremer, les réponses apportées se résument à organiser une grand-messe inutile (les Assises du Développement en 2003 par exemple).

Alors que le gouvernement refuse d'entendre les demandes de la population réunionnaise et que les mesures d'urgences ne rencontrent aucun écho (revalorisation immédiate des bas salaires, retraites, bourses étudiantes et gel des suppressions de postes dans les fonctions publiques), comment ne pas comprendre qu'il s'agit uniquement d'une manœuvre de diversion ? C'est pourquoi le COSPAR a décidé, comme le LKP et le Collectif martiniquais, de ne pas y participer. ?

MARIE-HELENE DOR



PHOTOS : D.R.

22 mars : blocage du Carrefour de St Denis.